L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN, 13 JUILLET.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 13 JUILLET 1860.

G. P. WEISSE, E. DUVERGER, N. DUFOUR, S. MARRY. } Editeurs-Propriétaires

☞ Pour le feuilleton, voir la seconde page.

Attaque à la Semaine.

Les pastilles de l'ABEILLE sont autorisées à prendre date d'ancienneté à la semaine. A raison de 25 cents pour les dix remèdes. On paiera sans portage.

Vendues à 5 cents de ce jour.

Par P. J. Ryan, 76 Chartres—Montmartre aiches.
Par Gardner Smith & Co, aux deux devises du Dr Elliott, au coin des rues Union et Baronne—Chemins de prix.
Par O. Lecomte, Blanche & Co, à la bourse, à leur magasin d'orgues, No 68, rue de Chartres—bières, meubles et choses analogues.

L'Alliance Anglo-Française.

Nous sommes dans un siècle de progrès et de lumières. On a prêché à satiété les bienfaits de la paix universelle ; il y a même eu à Bruxelles un congrès européen des amis de la paix. Deux des plus grandes nations de l'Europe, la France et l'Angleterre, ont voulu donner l'exemple de la réconciliation, et on a pu croire que les bal sera échangée à Cherbourg et à Londres entre Victoria et Napoléon, avaient effacé jusqu'au souvenir des querelles séculaires entre les deux peuples. Hélas ! vains simulacres que tout cela ! Baisers de judas ! Plus les processions de fraternité ont été redoublées et plus profondément s'est creusé le gouffre de la méfiance. Les fêtes les allies de Crimée seront peut-être bientôt des ennemis irréconciliables.

Le pressentiment n'est nécessaire pas dans notre manière de voir, et si nous n'avions pour appuyer nos prévisions que les pasiques ridicules des bonnets anglais que nous avons maintes fois signalés, nous hésiterions à croire au danger d'une rupture. Mais les hommes d'Etat anglais ont une sagacité reconnue, et on ne peut pas les soupçonner de prendre des mesures de défense formidables uniquement sans l'impulsion de craintes puériles et sans fondement.

Maintenant les ministres anglais craignent-ils une trahison de la part de leur allié, ou se prépare-t-il à la lutte au vrai d'une trahison qui va accomplir ce qu'ils ne croiront point, c'est ce que l'avenir éclaircira. Toujours est-il qu'ils agissent en prévision d'une crise, et que la conviction d'une guerre est si bien arrêtée dans l'esprit des politiques anglais qu'ils se recuient pas devant les plus grands sacrifices. On en pourra juger par une analyse du rapport des commissaires chargés de faire une enquête sur les moyens de défense du Royaume Uni, analyse que nous empruntons au *Globe* de Londres.

"On se rappellera qu'une commission royale a ordonné du mois d'août de l'année dernière une enquête sur l'état actuel des fortifications du Royaume-Uni, dans le but d'examiner toutes les améliorations dont elles sont susceptibles, de les compléter, et plus spécialement d'augmenter les ouvrages destinés à protéger les ajsenaux et les chantiers de construction en cas d'attaque sur terre ou sur mer."

"Le rapport des commissaires, en date du 7 février 1860, est publié aujourd'hui.

"Les commissaires commencent par établir qu'à leur avis une flotte seule est insuffisante pour la défense du Royaume-Uni. L'usage de la vapeur et d'autres causes ont trauvé à notre détriment. Toutefois le rapport reconnaît l'importance d'une bonne flotte de canal : mais il constate la nécessité de protéger les arsenaux et les chantiers. La difficulté d'empêcher le débarquement de l'ennemi est reconnue, et les commissaires examinent quels moyens de défense contre un ennemi débarqué. Notre armée régulière est et devra toujours être faible, et les volontaires pourraient ne pas être tout d'abord en état de faire face aux soldats disciplinés des armées du continent.

"Ayant soigneusement pesé ces considérations, les commissaires sont d'avis que si notre flotte, si notre armée permanente, si nos forces de volontaires ou même nos trois moyens combinés ne peuvent assurer le royaume contre une invasion étrangère. Ils examinent dans la question des fortifications. Le but qu'on se propose en fortifiant un point, c'est de permettre à une petite force défendante à une force numérique ment supérieure, ou de mettre des troupes moins bien exercées en état de lutter avec succès contre des armées mieux disciplinées. Il n'est pas douteux que les troupes que l'on a sous la main, en les prenant dans la milice et en y joignant les volontaires et des soldats réguliers, puissent défendre contre une armée supérieure les arsenaux dûment fortifiés.

"Les commissaires établissent qu'il est nécessaire d'avoir, à l'abri d'une surprise, soit les fortifications, et ils comparent les dépenses de l'un ou l'autre de ces moyens. Une augmentation permanente et considérable de l'armée régulière, en sus du compte de la paye, des vêtements, des provisions, des casernes, des pensions et de toutes les autres dépenses, chargerait le pays d'une somme annuelle de 60,000 à 70,000 liv. st. (1 million 500,000 fr. à 1 million 750,000 fr.) par 1,000 hommes. En outre, il faudrait dépenser 11 liv. st (275 fr.) par homme pour le recrutement, augmenter les casernes, ce qui ferait au moins 100 liv. st. (2,500 fr.) par homme : ainsi il faudrait débourser immédiatement 111,000 liv. st. (2 millions 750,000 fr.) et 60,000 liv. st. par an.

"Les commissaires ne se prononcent pas sur le nombre d'hommes dont il serait nécessaire d'augmenter l'armée dans les circonstances actuelles, mais on peut évaluer les dépenses immédiates à 8 millions de livres sterling (200 millions de francs), et à 4 millions de livres sterling par an (100 millions de francs) pour doubler les troupes régulières qui sont en Angleterre, sans compter les dépens indiens, soit 60,000 hommes et cette augmentation ne serait pas considérable si l'on n'a pas l'occasion de prendre des mesures de défense formidables uniquement sans l'impulsion de craintes puériles et sans fondement.

"D'autre part, si l'on dépense ces 8 millions en fortifications la défense des arsenaux sera bien plus facile que si l'on se bornait à augmenter l'armée, et les dépenses annuelles de seront pas considérables.

"On ne peut fortifier toute la côte, il faut se borner aux points importans, et ce n'a dire aux arsenaux et aux chantiers de construction.

"Woolwich, qui est notre seul grand dépôt de munitions de guerre, et où on les confectionne, est aussi un point important. Il serait difficile d'exagérer les conséquences de la perte de cette place ou même de l'interruption de ses travaux pendant la guerre. Les autres y seraient sentir dans tout l'empire. Rien le port de Portland, à cause de sa situation et sa capacité, celui de Douvres à cause de sa position, celui de Cork qui est la station navale de l'Irlande, doivent aussi appeler l'attention.

"En ce qui concerne la défense de Londres, les commissaires s'expriment ainsi :

"La défense de Londres n'a pas été soumise à notre examen, et nous dirons seulement que cette question ne modifie en rien nos conclusions au sujet des arsenaux et chantiers, bien entendu sur une part de défense qui rendit improbable l'attaque venant d'un ennemi établi sur la côte, quand même cet ennemi serait en forces pour tenir en échec l'armée qu'on lui opposerait, l'attention de l'envahisseur se tournerait alors vers les chantiers et les arsenaux, puisqu'en les détruisant il empêcherait aussi bien la puissance navale du pays et nous prive de tous moyens de résistance, s'il ne continuait Londres ne peut être mis au fait de résistance à une armée, les arsenaux fortifiés deviennent des places de refuge où la défense peut se prolonger et où la résistance peut se organiser. Si vos plaints ne sont pas capables de résistance, notre flotte navale jouera en même temps que la capitale, et toute la puissance de la nation est en péril. Les fortifications des arsenaux maritimes donc à la défense de Londres, car par le système proposé, les points importans de l'empire seraient à l'abri d'une surprise, et un débarquement, et en même temps les fortifications sur terre permettraient à l'armée de manœuvrer librement contre l'ennemi."

"Les commissaires estiment que quelques ouvrages de défense sont en cours d'exécution. Pendant les deux dernières années, des plans de fortifications entraînant une dépense d'environ 1 million 1/2 de livres sterling (37 millions de francs) ont été sanctionnés par le Parlement dans le but de fortifier Portsmouth, Plymouth, Pembroke et Portland."

"Les commissaires ne recommandent pas l'établissement de batteries flottantes stationnaires, mais de batteries flottantes mobiles.

"Voici les principes qui doivent présider à la construction de ces ouvrages défensifs : ils doivent nécessairement varier selon la localité On propose des batteries ouvertes assises contre un coup de main par une tour ou une caserne placée à l'arrière, là où l'espace est trop restreint par là où les dépenses seraient trop coûteuses, il est absolument nécessaire d'établir des batteries maritimes casematées qui produisent autant que possible le même effet que des batteries ouvertes sur une petite étendue.

"Les ouvrages devront être établis de manière à pouvoir être défendus par un faible détachement contre un corps de main ; mais en même temps ils doivent être impossibles de résister à toutes les attaques. Ils doivent donc être pourvus de redoutes qui empêchent l'ennemi de rester en possession de l'ouvrage, s'il parvenait à s'en emparer. Les remparts doivent pouvoir diriger un feu d'artillerie et de mousqueterie dans les directions par où l'ennemi peut approcher, et l'abri de la garnison doit être à l'épreuve des bombes.

"Puis vient la question des dépenses. Le commandant en chef demande un de 10 millions, 200,000 liv. st (257 millions de francs), dans 1 millions 685,000 liv. st. pour achat de terrains, 7 millions 6,000 liv. st. pour fortifications, 500,000 liv. st. pour armements, et 1 million de livres sterling pour dépenses flottantes. Il y a en outre 1 million 400,000 liv. st. pour travaux en cours d'exécution ; ce qui porte la dépense totale à 11 millions 606,000 liv. st. (286 millions 250,000 fr.).

"Il faut observer que cette somme comprend la construction de casernements à l'épreuve de la bombe pour 20,000 hommes, et pour 40,000 de double quand que les ouvrages seront complétés. Ces dépenses auraient donc été calculées, quelque fût le système qu'on adoptât, pour obtenir absolument indivisible.

"On peut admettre que les travaux seront exécutés dans un espace de temps de cinq ans ; mais il serait bon d'autoriser trois ans et un quart après l'achèvement complet.

"Les commissaires terminent en présentant le tableau suivant des dépenses occasionnées par la fabrication des canons, la construction des casernes et les ouvrages recommandés en la Voie d'extension :

"*Portsmouth et île de Wight* : Nombre de canons recommandés par la commission, 267 ; nombre de canons placés sur les ouvrages en cours d'extension, 200 ; total, 1,267 ; nombre d'hommes que devront contenir les casernes à l'épreuve de la bombe, 5,232.

"*Plymouth* : Nombre de canons recommandés par la commission royale, 742 ; placés sur les travaux en voie d'extension, 198 ; total, 940 ; nombre d'hommes que pourront contenir les casernes, 3,010.

"*Pembroke* : Canons demandés par la commission, 163 ; placés sur les travaux en voie d'extension, 159 ; total, 319 ; nombre d'hommes que contiendront les casernes, 2,700.

"*Portland* : canons, 308 ; casernes pouvant contenir 2,200 hommes.

"*Chatham* : Canons, 116 ; hommes, 1,180.

"*Medway et Sheerness* : Canons, 264 ; hommes, 1,430.

"*Chatham* : Canons, 325 ; hommes, 2,550.

"*Woolwich* : Canons, 156 ; hommes, 1,260.

"*Dépenses* : Canons, 1,911 ; casernes, 36 ; total, 1,947. Casernes demandées par la commission pouvant contenir 300 hommes chacune, 60 ; total 96